Nouvelles pratiques sociales

Briser le silence des intervenants et intervenantes

Entrevue avec Pauline Gingras

Christine Corbeil et Martine D'Amours

Volume 2, numéro 1, printemps 1989

Quinze mois après le Rapport Rochon

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301025ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301025ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Corbeil, C. & D'Amours, M. (1989). Briser le silence des intervenants et intervenantes : entrevue avec Pauline Gingras. *Nouvelles pratiques sociales*, 2(1), 7–21. <https://doi.org/10.7202/301025ar>

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université du Québec, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'ENTREVUE

Briser le silence des intervenants et intervenantes

Entrevue avec Pauline Gingras

Pauline Gingras est praticienne et enseignante en travail social depuis 27 ans. Détentrice de deux maîtrises, l'une en travail social et l'autre en sociologie, Mme Gingras a connu un itinéraire riche et varié. Dans les années 60, elle a travaillé dans les agences de services familiaux; puis elle a oeuvré, avec les groupes de la Basse-ville de Québec, à la mise sur pied du CLSC du même nom. Le CLSC Basse-ville, encore aujourd'hui son employeur, l'a souvent «prêtée» à des groupes communautaires, en l'affectant par exemple au démarrage du Centre des femmes. Elle compte aussi plusieurs années de militantisme, notamment au Centre de santé des femmes de Québec et dans des groupes populaires.

Parallèlement à sa pratique, Pauline Gingras a assumé des tâches d'enseignement, surtout à l'Université Laval, en intervention collective et en intervention féministe. Elle a aussi été formatrice en matière de condition féminine pour la CSN. Au moment où nous l'avons rencontrée, elle était encore prêtée par son CLSC au Centre de recherche sur les services communautaires, en vue d'une recherche sur l'approche communautaire dans les CLSC.

Notre interlocutrice a surtout pratiqué auprès de femmes, selon une double approche: l'intervention féministe et l'approche de conscientisation. «L'approche de conscientisation, déclarait-elle dans un exposé au Congrès de l'Association des écoles de service social en 1984, n'apparaît pas en opposition avec une intervention féministe mais au contraire apporte un éclairage et une perspective nécessaires au travail avec les femmes de milieu populaire.»

Dans la présente entrevue, elle insiste sur la nécessité pour les intervenants et intervenantes de briser le silence et de dénoncer le rôle de caution de la déresponsabilisation de l'État, qu'on voudrait leur faire assumer.

*Propos recueillis par Christine Corbeil et Martine D'Amours
Texte de Martine D'Amours*

NPS:

Pouvez-vous d'abord retracer pour nous les grands paramètres de votre pratique, depuis 1962 jusqu'à aujourd'hui?

P. Gingras:

Quand j'ai commencé en 1962, c'était l'époque des agences de service familial et de l'aide individuelle. Comme disaient certains qui étudiaient avec moi, donnez-moi plein de «caseworkers» et je transformerai la région de Chicoutimi-Jonquière. Quant à moi, j'avais beaucoup moins confiance, je trouvais qu'il était très dangereux de devenir des agents intégrateurs. Je donne toujours l'exemple d'un travailleur social qui était fier de sa réussite parce que sa cliente allait mieux, qu'elle avait retrouvé le goût de faire sa vaisselle et son ménage. Les objectifs des intervenants sociaux à cette époque étaient très marqués par le désir que les gens soient bien, qu'ils continuent d'assumer leur rôle.

Puis, vers 1964-65, l'expérience du Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ) a fait prendre conscience de la présence des inégalités non seulement au plan individuel, mais aussi au plan régional. À l'époque, il y avait toute une bataille entre la sociologie et le travail social. Les travailleurs sociaux se défendaient d'être uniquement des agents intégrateurs; ils se disaient aussi agents de développement et de prise de conscience. Comme je remettais en question la pratique traditionnelle du service social, j'ai embarqué dans ce courant de développement communautaire, d'intervention collective etc. Avec d'autres, j'ai travaillé à la mise sur pied d'un CLSC qui était aussi la transposition, dans les quartiers défavorisés, de ce qu'on avait essayé de faire dans le Bas-St-Laurent. Nous étions rejoints par le courant d'animation sociale, démarré à Montréal par des gens comme Michel Blondin. Ce nouveau courant qui devait sortir les gens de la misère et susciter la participation, parce qu'à l'époque, on parlait beaucoup de participation et de responsabilité de l'État face aux régions défavorisées.

Donc, les CLSC sont apparus comme une partie du réseau d'État mais une partie qui était en contestation et en rupture. Ce n'est pas nécessairement ce pourquoi les gouvernements les mettaient sur pied mais nous, nous voulions en faire un outil de remise en question des pratiques de service social dites traditionnelles et un lieu de renouvellement des pratiques. Nous l'avons fait en liens avec les gens des groupes populaires, pour que ce CLSC ressemble au quartier et soit un outil de développement du quartier.

On a pu par la suite vérifier les limites des CLSC mais au moment où nous avons travaillé à les mettre sur pied, c'était plus qu'un travail, c'était vraiment une militance. Nous visions l'accessibilité des services, la prévention, la continuité, l'approche globale. Nous avons mené des batailles contre l'entrée massive des médecins dans les CLSC, du moins dans les villes où les institutions de santé étaient plus nombreuses, parce que nous ne voulions pas nous faire imposer une pratique médicale autoritaire. En même temps, nous ne comptons pas sur la médecine traditionnelle pour améliorer les conditions de santé et de vie de la population mais bien sur l'amélioration du niveau de vie, des conditions économiques ainsi que sur la prévention médicale et sociale.

Nous nous battions aussi pour l'implication sur les conseils d'administration, pour la participation, pour le pouvoir aux usagers et pour la déprofessionnalisation, vue dans le sens de diminuer le pouvoir des intervenants et de redonner du pouvoir aux usagers.

Parmi les critères d'embauche, les jurys de sélection exigeaient des intervenants une connaissance du milieu et le goût de travailler avec les groupes et de remettre en question leurs pratiques. Nous ne savions pas trop ce qu'était une pratique renouvelée, mais nous n'avions pas tellement le choix: ceux et celles qui travaillaient dans les CLSC, dans le nôtre en tout cas, étaient vite remis en question par les autres s'ils ne le faisaient pas eux-mêmes.

NPS:

Puis il y a eu la montée du mouvement féministe...

P. Gingras:

Oui. Cette prise de conscience collective de l'oppression des femmes, nous l'avons vécue à l'intérieur des établissements, dans la remise en question de nos pratiques, mais aussi de concert avec les groupes autonomes de femmes et pour moi également à l'intérieur de la CSN, où nous prenions conscience de la double exploitation comme femme et comme travailleuse. Cette remise en question de nos pratiques a conduit à mettre en place et à conceptualiser l'intervention féministe.

Notre formation en travail social n'avait jamais mis en lumière le fait que la majorité des gens qui consultaient étaient des femmes; les usagers n'avaient pas de sexe! Alors la montée du mouvement féministe, toute l'analyse des différentes facettes de l'oppression vécue par les femmes ont inévitablement conduit à nous poser des questions sur l'intervention que nous avions auprès des usagères qui venaient nous voir. Plusieurs femmes cheffes de famille venaient consulter et nous nous sentions impuissantes parce qu'après les avoir rencontrées une heure par semaine, nous les renvoyions à leur isolement. Pourquoi ne pas leur permettre de vivre une expérience de solidarité avec d'autres femmes comme nous l'avions fait dans nos propres vies? Alors nous avons décidé de les regrouper, transposant dans la pratique du travail social ce que nous avons découvert dans nos groupes de femmes où nous nous parlions de notre vécu, de notre quotidien.

NPS:

C'est le projet qui a donné naissance au Centre des femmes de la Basse-ville?

P. Gingras:

Non, le Centre des femmes de la Basse-ville est venu pas mal plus tard. Le premier projet a consisté à regrouper des femmes cheffes de famille et, entre autres pour moi, de jeunes mères célibataires du quartier. C'était un groupe dont elles pourraient déterminer elles-mêmes les objectifs, parce que nous remettions en question le pouvoir de l'intervenante-qui-sait-ce-qui-est-bon-pour-les-femmes et qui décide tout à l'avance.

Je me souviens que nous n'avions pas de modèle et pas beaucoup d'information sur ce qui s'était fait ailleurs, donc que nous apprenions par essais et erreurs. J'ai découvert et pratiqué l'intervention féministe non pas à partir de livres, mais à partir des femmes qui disaient ce dont elles avaient besoin. Et je considère que la remise en question de ma pratique avec elles a été faite par elles. Je pense que j'étais ouverte à cette remise en question mais elles m'ont dit comment faire. Après avoir fonctionné un certain temps en groupe ouvert dans lequel les femmes arrivaient et repartaient, nous nous sommes aperçues que cela tournait en rond, qu'il n'y avait pas d'objectifs précis, que nous ne savions pas où nous allions et avec elles, nous avons décidé d'arrêter.

Par la suite, nous avons été en contact avec d'autres expériences qui se déroulaient ailleurs — groupes de conscientisation, groupes de court terme (10 semaines) avec des objectifs précis — et nous en sommes arrivées à systématiser notre intervention. Bien sûr, quand tu travailles dans une institution comme un CLSC, tu dois être en mesure d'expliquer et de justifier ce que tu fais.

À cette époque, nous avons aussi tenté de «sortir» les femmes de la Basse-ville, du milieu très fermé dans lequel elles étaient, pour les mettre **en contact** avec d'autres femmes à l'extérieur, avec d'autres groupes autonomes et avec le mouvement des femmes.

NPS:

En systématisant l'intervention féministe, à quelle définition en êtes-vous arrivée? En quoi était-elle si différente, en quoi venait-elle enrichir ce que vous aviez découvert en approche communautaire, en animation sociale?

P. Gingras:

L'approche traditionnelle responsabilisait les femmes de ce qui leur arrivait, alors que l'approche féministe fournissait une explica-

tion beaucoup plus globale du vécu des femmes, une reconnaissance de leur conditionnement, des limites imposées par leur rôle social. À ce moment-là, je ne peux plus considérer madame une telle comme une mauvaise mère, mais comme une femme qui, tout comme moi d'ailleurs, a été préparée à jouer un rôle.

Travailler en approche féministe, c'est travailler à ce que les femmes retrouvent, individuellement et collectivement, l'estime d'elles-mêmes. C'est travailler à développer la solidarité entre les femmes pour qu'elles ne retournent pas dans l'isolement. C'est aussi travailler à ce que les femmes définissent ce qu'elles veulent être et sortent de la définition qui leur est imposée. C'est enfin, aspect très important, valoriser tout le vécu, à la fois le vécu individuel et le vécu collectif des femmes, réécrire l'histoire des femmes.

L'autre dimension importante et intéressante à mon sens réside dans le fait que l'intervenante féministe se reconnaît comme femme, donc qu'elle est capable de s'impliquer et capable aussi de solidarité avec la femme avec qui elle travaille au profit d'une relation la plus égalitaire possible. Au début, nous disions «égalitaire» mais nous nous sommes tranquillement rendu compte que c'était irréaliste. Je dirai donc «une relation la plus égalitaire possible». Cela vient bouleverser complètement l'attitude «professionnelle» traditionnelle, dans laquelle le professionnel ne s'implique pas, ne révèle pas ses sentiments.

NPS:

Mais vous aviez déjà été très impliquée dans les groupes populaires; vous n'étiez pas imbibée de cette formation traditionnelle et l'approche féministe semble quand même avoir provoqué tout un bouleversement.

P. Gingras:

Oui, parce qu'une fois qu'on a dit: «je ne veux pas être comme ça», on ne sait pas nécessairement comment être. Notre façon d'être avec les femmes les aidait-elle vraiment? Nous remettions alors en question toutes les techniques, toutes les approches qui étaient très valorisées en travail social. Je pense que les travailleurs sociaux ont toujours eu un problème de valorisation et ils trouvent valorisant de pouvoir dire qu'ils font de la thérapie brève ou qu'ils utilisent l'approche réseau ou l'approche systémique, parce que c'est un peu

mystérieux, une sorte de chapelle pour initiés. Donc quand on commence à remettre ces approches en question ou à puiser certains éléments dans différentes approches, on éprouve le besoin de se retrouver avec d'autres. J'ai trouvé des ressources auprès d'autres intervenantes, mais aussi beaucoup auprès de femmes des groupes autonomes.

NPS:

Vous semblez aussi avoir été marquée par l'approche de conscientisation...

P. Gingras:

J'ai d'abord découvert l'approche de conscientisation dans les écrits de Paolo Freire quand j'enseignais à l'Université Laval en intervention collective. Certains concepts me touchaient directement dans mon rôle de professeur, comme celui de la pédagogie bancaire, où le savoir est d'un côté et l'ignorance de l'autre. Je me rappelle avoir expliqué cela à mes étudiants et m'être demandée comment on pouvait changer ce «pattern» qui existait aussi à l'université.

En arrivant au CLSC, j'ai découvert que plusieurs éléments de l'approche de conscientisation pouvaient être utilisés, compte tenu de la mission de ces établissements: les différents niveaux de conscience, tous les principes mis de l'avant par l'approche de conscientisation, etc. Puis, quand je suis allée du côté du mouvement féministe et de l'intervention féministe, je me suis aperçue qu'on pouvait faire beaucoup de liens entre les deux approches. Plusieurs principes de l'approche de conscientisation se retrouvaient redéfinis en intervention féministe. Je découvrais aussi que les femmes passaient effectivement à travers les trois niveaux de conscience identifiés par Freire.

De surcroît, l'approche de conscientisation reconnaissait aussi l'exploitation économique que laissaient de côté certaines approches en intervention féministe. Or mon travail avec les femmes assistées sociales m'avait fait voir comme une évidence l'impossibilité d'oublier leur exclusion économique en ne retenant que leur oppression comme femmes. Donc, pour moi, l'approche de conscientisation est devenue un complément essentiel à l'intervention féministe.

J'ai toujours trouvé que quand on intervient auprès des femmes, l'approche de conscientisation seule était incomplète si on n'y ajoutait pas l'oppression liée au sexe et inversement, que la vision féministe liée au sexe était incomplète quand elle laissait de côté l'aspect exploitation économique. Cela me vient de mes liens avec tout le mouvement des ADDS*, qui m'a influencée et que j'ai tenté d'influencer pour qu'il tienne davantage compte de l'aspect oppression des femmes. C'est vraiment le produit d'une interaction entre nous. Bref pour lier les deux aspects, je dis que je fais de l'intervention féministe conscientisante.

NPS:

Après 10 ans, quel bilan feriez-vous de ces approches? Y a-t-il des choses qui ont changé, des choses au début très importantes qui se sont diluées au fil du temps et de l'expérience? N'y a-t-il pas actuellement une remise en question de l'interprétation qui associe intervention féministe et intervention collective?

P. Gingras:

Depuis quelques années, plusieurs intervenantes ont reçu une formation en intervention féministe. À l'université, dans les formations réseaux données par le ministère de la Santé et des Services sociaux, par des formations particulières dispensées dans les CLSC ou ailleurs.

C'est une chose. C'en est une autre de voir comment cette formation est mise en pratique. Pour moi, l'intervenante féministe est aussi une femme impliquée dans le mouvement des femmes. Il y a bien sûr différents degrés d'implication mais je veux dire que l'intervenante ne doit pas être étrangère au mouvement des femmes, qu'elle doit pouvoir réagir à une situation injuste et trouver des moyens de la changer. À mon sens, parmi les intervenantes qui ont reçu une formation, peu sont impliquées pour transformer soit les pratiques, soit les conditions dans lesquelles se retrouvent les femmes.

NPS

Pourriez-vous dire pourquoi?

* ADDS: Association de défense des droits sociaux.

P. Gingras:

D'une part, je pense que les intervenantes n'échappent pas au courant social actuel marqué par la consommation et l'individualisme. Je pense aussi que leur charge de travail et la pression qu'elles subissent peuvent expliquer des choses: tout le monde essaie de se protéger du «burn-out» et se dit «une fois que j'ai fait mon travail je ne veux rien savoir du reste».

Je pense enfin que les intervenants sociaux n'ont pas nécessairement pris conscience de l'importance de changer des choses collectivement et que plusieurs femmes ont actuellement l'impression soit qu'il n'y a plus grand-chose à changer, soit qu'on n'est pas si mal comme ça, soit qu'on est essoufflée. Je ne suis pas certaine non plus que la formation n'avait pas comme objectif de les rassurer dans leurs interventions plutôt que d'en faire des femmes qui développent une conscience sociale. Je ne suis pas certaine que la formation n'a pas tenté de réduire l'intervention féministe à une série de techniques et de stratégies plutôt que d'en faire une vision du vécu des femmes.

NPS:

C'était un point fondamental à l'origine de l'intervention féministe: on disait que ce n'était surtout pas une technique, que l'intervention féministe empruntait des techniques à différents courants mais qu'elle était beaucoup plus globale.

P. Gingras:

C'est une vision du vécu des femmes, c'est une vision globale de toi comme intervenante en relation avec d'autres femmes.

NPS:

D'où la possibilité pour l'intervenante de s'inclure elle-même. Si une intervenante ne fait qu'appliquer une technique, elle demeure extérieure et surtout ne poursuit pas les mêmes objectifs de transformation sociale.

P. Gingras:

Absolument. Je pense qu'au départ, nous n'avions pas mesuré jusqu'à quel point parler d'intervention féministe signifiait un chan-

gement radical par rapport à la pratique traditionnelle. Je pense même, et là je me critique comme formatrice, — j'ai formé beaucoup d'intervenantes par le MSSS, par les cours à l'université, par des formations sur mesure que j'ai données dans différents groupes — je pense que nous n'avons pas toujours été conscientes de là où les femmes partaient. Nous n'avons pas toujours suffisamment mesuré les changements d'attitudes, de valeurs et la conviction exigés de ces intervenantes appelées à faire de l'intervention féministe dans un milieu de pratique traditionnelle. D'abord, plusieurs ne disent pas qu'elles font de l'intervention féministe parce qu'elles seraient tout de suite mal vues.

La résistance des institutions à intégrer et à accepter que les intervenantes fassent de l'intervention féministe est donc encore très grande. Les directions ne sont pas nécessairement prêtes à accepter qu'on remette du pouvoir aux femmes ou aux usagers, et donc qu'on en laisse moins pour les institutions. Moi j'ai travaillé dans un contexte assez spécial qui m'a permis de faire une intervention et d'évoluer avec des femmes en ajustant ma pratique à leurs besoins, mais toutes les intervenantes ne bénéficient pas d'un contexte aussi favorable. Tout cela explique, je crois, le fait qu'actuellement on ait un peu récupéré, dénaturé l'intervention féministe, qu'on l'ait réduite à des techniques ou à des stratégies.

NPS:

Les institutions ne reflètent-elles pas en ce moment le discours «on veut des femmes autonomes, qui se prennent en charge, qui ne feront pas de dépressions, qui vont s'occuper de leur mari», et ne considèrent-elles pas que l'intervention féministe, version individuelle, peut servir à atteindre cet objectif?

P. Gingras:

Oui, mais elles mettent aussi beaucoup de pression sur les intervenantes. En intervention féministe comme pour d'autres approches aussi j'imagine, ceux et celles qui innovent ont à prouver l'efficacité de leur innovation. Quand les intervenantes ont commencé à faire des groupes avec des contrats clairs ou un nombre de semaines limité, elles ont senti qu'on s'attendait à ce qu'après 10 ou 15 semaines, les femmes s'en retournent chez elles autonomes, libérées, tous leurs problèmes réglés! Et les intervenantes le souhaitent aussi pour prouver l'efficacité de leur intervention.

Et toute la question de l'efficacité est extrêmement importante dans les établissements, et d'autant plus dans les CLSC où on fait du court terme. Il faut que les gens sortent rapidement, qu'ils soient autonomes et que les intervenants ne créent pas de dépendance. Alors si après 10 semaines, les femmes ne sentent pas que tout est réglé dans leur vie, c'est toi comme intervenante qui est remise en question, c'est toi qui a créé une dépendance, c'est toi qui a mal travaillé. Cela fait aussi que certains aspects de l'intervention féministe, comme le respect du cheminement des femmes, sont escamotés.

Quand je fais de la formation, je demande aux intervenantes combien elles ont mis de temps à se sortir d'une séparation ou d'un divorce. Je leur demande si elles arrivent à programmer des changements dans leur vie selon un calendrier de quelques semaines ou quelques mois. Si les choses ne se règlent pas comme cela dans leur propre vie, alors comment peuvent-elles demander aux femmes avec qui elles travaillent de ne plus avoir besoin d'aide, de ne plus avoir besoin de solidarité, de ne plus avoir besoin de support après 10 semaines? Comment peuvent-elles leur demander, après un laps de temps si court, de s'organiser par elles-mêmes, de trouver les moyens pour régler ça mais en dehors de nous parce que nous n'avons plus le temps d'en entendre parler? Et moi j'ai toujours dit, et parfois de façon assez brutale, que c'était malhonnête de commencer des groupes et de laisser tomber les femmes au bout de 10 semaines. Malhonnête comme intervenante et malhonnête aussi comme institution. Cela ne signifie pas qu'on ne doit pas faire des contrats, mais qu'on doit s'assurer que ces femmes puissent trouver une continuité quelque part. Et cela aussi, je pense, a beaucoup contribué à ramener d'une certaine façon l'intervention féministe au même rang qu'une autre technique.

L'autre élément important à considérer dans ce bilan, c'est que la formation en intervention féministe bouleverse la vie des intervenantes, suppose des remises en question personnelles, colore leurs rapports avec leurs collègues, leur conjoint, etc. Toutes ne sont pas prêtes à se laisser questionner ainsi; toutes n'ont pas nécessairement choisi de suivre la formation. Je ne pense pas que les directions d'établissement puissent imposer une formation en intervention féministe comme elles imposent d'autres types de formation, parce que celle-ci bouleverse, pour certaines beaucoup, pour d'autres moins, la vie personnelle des intervenantes concernées. Certaines, et heureusement elles sont nombreuses, viennent justement parce

qu'elles veulent questionner leur vie avec d'autres femmes, mais d'autres ont pu trouver sécurisant d'en faire un compartiment à part dans leur vie, une technique qu'on utilise sans se poser de questions.

Cela me semble inévitable, d'autant plus que ces intervenantes n'ont pas nécessairement reçu de soutien; on les a souvent isolées à l'intérieur de leur boîte. Vous savez, il n'y a pas que les femmes de nos groupes qui se font dire: «tu t'en vas te faire monter la tête!»; les intervenantes qui suivent une formation en intervention féministe subissent aussi ce genre de remarques. Quand, de retour de leur formation, elles ne trouvent pas d'appuis, elles sont forcées de demeurer «low profile» et de ne pas trop déranger, ou alors de démarrer des batailles individuelles.

L'idéal, bien sûr, c'est de pouvoir trouver des solidarités à l'intérieur de l'établissement, mais comme ce n'est pas toujours possible, les intervenantes doivent apprendre à les chercher ailleurs, d'où l'importance d'une implication dans le mouvement des femmes. C'est un élément vital. Moi je dis aux intervenantes: «Ne menez pas les batailles toutes seules, c'est trop dur, on paye trop cher en énergie et en santé mentale».

NPS:

Depuis quelques années, le réseau du MSSS puise à même l'expertise développée par les groupes autonomes de femmes pour dispenser une formation en intervention féministe à ses propres intervenantes. Pensons par exemple à la formation à l'intervention en matière de violence conjugale dispensée à des professionnelles de CLSC. Compte-tenu des limites que vous évoquez, est-ce une bonne idée de tenter de «convertir» le réseau à l'intervention féministe ou si cet argent ne serait pas mieux investi directement dans les groupes communautaires et les groupes de femmes eux-mêmes?

P. Gingras:

Je ne crois pas que l'argent devrait aller uniquement du côté des groupes communautaires ni uniquement du côté du réseau. Il faut avoir une vision globale du Québec. Dans certaines régions, les centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles et les maisons d'hébergement pour femmes violentées ne sont pas facilement

accessibles. Dans ces régions, si les CLSC n'offrent pas de services, les femmes violentées n'auront pas de service du tout. Par ailleurs, il faut être conscientes que ces ressources n'existent pas en quantité suffisante parce qu'elles sont mal financées.

Je pense qu'il faut miser sur un travail de collaboration entre le réseau et les groupes communautaires. Cela suppose qu'on reconnaisse les approches intéressantes et l'expertise développées par les groupes autonomes. Ceci dit, il faut voir que les femmes entrent dans le réseau par toutes sortes de portes; elles viennent d'abord consulter pour dépression, insomnie, pour faire placer leurs enfants parce qu'elles n'en peuvent plus. Or les CLSC doivent pouvoir dépister les femmes violentées qui viennent consulter pour un tout autre motif. Et dépister ces femmes suppose qu'il y ait, à l'intérieur des établissements, des gens formés, capables de sensibiliser leurs collègues et de rendre cette violence visible. Trop longtemps, cette violence a été niée parce que personne ne savait quoi faire avec. Combien de fois ai-je entendu des intervenantes ou des médecins dire: «je ne pose pas de questions là-dessus parce que je ne saurais pas quoi faire avec une cliente qui admettrait qu'elle est battue. Donc, je fais semblant de ne rien voir.»

Je pense donc que les institutions comme les CLSC ont un rôle de dépistage. En outre, ce ne sont pas toutes les femmes qui acceptent d'aller dans des maisons d'hébergement et d'être identifiées comme femmes victimes de violence. Elles ont aussi droit à un service et les CLSC doivent être en mesure de le donner. Une fois le dépistage fait, l'intervenante doit faire en sorte que les femmes qui ont besoin de continuer utilisent les ressources spécialisées sur la violence (centres de femmes, maisons d'hébergement) et éviter de démarrer des groupes similaires à l'intérieur des institutions. Il ne s'agit pas de dédoubler les services communautaires existants. Je me suis battue et je continue de le faire pour que les maisons d'hébergement aient du financement, puissent continuer de faire de l'accueil aux femmes après l'hébergement. Mais quand d'ex-hébergées s'en retournent souvent assez loin de cette maison et n'ont pas nécessairement les moyens d'y retourner pour recevoir des services, le CLSC doit être en mesure de leur offrir du soutien.

Donc, pour moi, le réseau public et les ressources communautaires doivent travailler en complémentarité et en collaboration et pour cela, les intervenantes des deux réseaux doivent se parler et créer des liens de confiance. C'est essentiel que les intervenantes des

maisons d'hébergement ne sentent pas que je me débarrasse des cas à 4 heures pour leur envoyer et de mon côté, j'attends qu'elles me fassent confiance, qu'elles sachent que je vais les respecter et que je ne veux pas les éliminer. Mais je pense que ces liens de confiance n'existent pas nécessairement au niveau des institutions mais plutôt au plan personnel, entre les intervenantes.

NPS:

À votre avis, le réseau des affaires sociales peut-il se renouveler de l'intérieur, ou si on ne peut y développer de pratiques novatrices qu'au prix de luttes épiques et encore, plusieurs années après que ces pratiques aient été initiées hors réseau?

P. Gingras:

Je pense qu'il est difficile de développer des pratiques vraiment novatrices dans le réseau, où on a souvent tendance à donner de nouveaux noms aux vieilles choses, sans les changer fondamentalement. On voit aussi des termes antérieurement utilisés pour désigner des pratiques nouvelles — comme action communautaire, complémentarité, prise en charge, soutien aux gens qui s'organisent dans le milieu — être actuellement mis au service de la diminution des coûts et de la déresponsabilisation de l'État.

Il ne faut pas espérer que quelques intervenants dans une boîte puissent aller à contre-courant des tendances lourdes et des politiques de l'État. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait rien à faire. Cela signifie simplement que le temps des batailles individuelles est terminé. Concrètement, je pense que nous pouvons réagir de deux façons. Nous pouvons chercher à créer des liens à l'intérieur des établissements, voire à recréer des lieux où nous parler et réfléchir sur nos pratiques. Nous pouvons aussi, et à mon avis c'est une condition pour le renouvellement de nos pratiques, accepter d'être remis en question et influencés par des groupes du milieu. De toutes façons, si nous ne sommes pas influencés par l'extérieur, nous le serons par les politiques internes et les courants dominants. Autant choisir par qui nous voulons être influencés.

NPS:

Quelles sont selon vous les principaux enjeux auxquels sont actuellement confrontés les praticiens et praticiennes en travail social?

P. Gingras:

Un enjeu majeur, et que nous n'avons pas choisi, réside justement dans ce courant de déresponsabilisation de l'État. Les limites de la première ligne, c'est-à-dire de ce qui doit être fait dans le milieu habituel de vie des individus, sont de plus en plus repoussées. Les services de deuxième ligne, c'est-à-dire la prise en charge par les institutions, interviennent de plus en plus tard. C'est vrai dans le domaine de la santé mentale, des personnes âgées, de la protection de la jeunesse et pour d'autres clientèles.

Et on nous fait assumer, à nous intervenants de première ligne, le soin de faire porter aux familles, aux individus et aux communautés le poids de la déresponsabilisation de l'État. On nous demande de leur faire accepter des situations inacceptables sous prétexte qu'il n'y a pas de services, ou alors de prendre la situation sur nous, en augmentant notre charge de travail. Je le vis moi-même: je devrais référer certains de mes cas au CSS mais comme je sais qu'ils n'y recevront pas de services avant plusieurs mois, je les conserve, ce qui augmente ma tâche.

Je pense que nous serons bientôt placés devant des choix cruciaux: ou nous faisons accepter des situations inacceptables, ou nous décidons de ne pas les cautionner. Nous pouvons dire aux institutions que nous ne voulons plus porter l'odieux de faire accepter aux gens la pénurie de services, que nous refusons d'utiliser les ressources communautaires uniquement comme déversoir pour notre trop-plein de clientèle. Il faudrait dénoncer les effets des décisions gouvernementales comme la réforme de l'aide sociale.

En 1962, nous avions le choix d'être des agents d'intégration ou des agents de changement. Vingt-sept ans plus tard, nous revoilà devant un choix similaire. Je crois que la seule façon de nous en sortir, c'est d'utiliser notre pouvoir relatif comme groupe d'intervenants et intervenantes pour briser le silence et refuser collectivement de jouer le rôle qu'on voudrait nous voir jouer. Je crois que plusieurs voudraient rompre ce silence mais que, dans un contexte de surcharge de travail, ils et elles n'ont pas l'énergie pour le faire. Il nous faudrait utiliser les lieux existants, voire même en créer d'autres, pour prendre la parole, nous qui sommes peut-être les mieux placés pour voir l'absurdité de certaines situations.